

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 23 août 2024

Nos réf. : SAU/AV/MT n° 24-451

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

WEPA FRANCE

RN 60 - ZI de TORVILLIERS - 10440 LA RIVIÈRE-DE-CORPS

Code AIOT : 0005702271

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 juillet 2024 dans l'établissement WEPA FRANCE implanté RN 60 - ZI de TORVILLIERS - 10440 LA RIVIÈRE-DE-CORPS. L'inspection a été annoncée le 05 juillet 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre des campagnes de recherche de substances PFAS dans les rejets aqueux, un état des lieux a été réalisé sur les résultats transmis par les exploitants. Ce dernier montre la présence de substances PFAS et d'AOF dans les rejets de certaines installations. La société WEPA présente un flux maximal en AOF de 23.6 g/j (moyenne de 14.03 g/j) suite à la réalisation des campagnes de mesures.

Par conséquent, l'inspection des installations a procédé à une visite d'inspection le 26 juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WEPA FRANCE
- RN 60 - ZI de TORVILLIERS - 10440 LA RIVIÈRE-DE-CORPS
- Code AIOT : 0005702271
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société WEPA exploite sur son site de TORVILLIERS un établissement de fabrication de papier d'hygiène (mouchoir, papier d'essuyage, papier toilette, ...).

L'activité du site est couvert par l'arrêté préfectoral n° 01-1477A du 14 mai 2001 modifié, et est soumis au régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

La société fonctionne du lundi au lundi, soit 7 jours sur 7 et en 3*8.

Le site dispose de 4 forages prélevant dans la nappe de craie du sénonais et du pays d'Othe et d'une unité de pré-traitement de ses rejets avant rejet et traitement par la station d'épuration de BARBEREY (STEP du Grand TROYES).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Prescriptions complémentaires	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des résultats PFAS/AOF dans les rejets aqueux de l'établissement, il convient de mener des actions afin de déterminer les origines possibles de cette présence ainsi que d'étudier les moyens à mettre en œuvre pour réduire, voir supprimer ces substances dans le rejet aqueux. Aussi, il est proposé à madame la Préfète d'encadrer ces démarches par un arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant précise que la liste des produits utilisés a été établie par le groupe qui en a la gestion (démarche groupe). Les fournisseurs ont été contactés et ont retourné des attestations d'absence de substances PFAS dans les produits. Ces informations ont été analysées par l'exploitant qui n'a pas identifié la présence de PFAS dans les produits. L'exploitant précise que le groupe ont commencé à réaliser des analyses sur les produits finis pour rechercher les PFAS. Les résultats montrent l'absence de PFAS. L'exploitant précise que le site de CHATEAU-THIERRY fabrique du papier recyclé, produit dans lequel il y a présence de PFAS/AOF ainsi que les boues issues de leurs eaux de process. L'exploitant précise que ce site leur fournit la pâte recyclée pour la fabrication de papier recyclé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : Le site présente un point de rejet des eaux de process. Ce point collecte les eaux issues de l'atelier de la MAP (machine à papier) puis sont rejetées dans le réseau communal pour être traitées par la station d'épuration de BARBEREY. La société WEPA a réalisé les trois campagnes de mesures pour la recherche de substances PFAS en son point de rejet. Ces campagnes ont eu lieu en septembre, octobre, novembre 2023 et ont bien fait l'objet d'analyses des AOF, des 20 PFAS ainsi que des 8 PFAS supplémentaires. Le site dispose de deux bassins de récupération des eaux de pluies ; un bassin collecte les eaux de ruissellement de la zone Nord-Est, le second collecte la zone Sud-Ouest. La zone Sud-Ouest étant parfois sujette à des départs de feu avec utilisation d'extincteur, l'exploitant a jugé pertinent de réaliser également les campagnes de mesure sur le bassin Sud-Ouest.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'exploitant a fait appel au laboratoire AQUANALYSE qui a sous-traité les analyses au laboratoire AGROLAB. Ces deux laboratoires sont agréés ; AGROLAB pour les analyses et AQUANALYSE pour le prélèvement. Le matériel utilisé pour les prélèvements était celui du laboratoire. L'exploitant confirme qu'un blanc a été réalisé en amont des campagnes. Les résultats de ce blanc montrent l'absence de PFAS/AOF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : Le prélèvement a été réalisé en sortie de l'ouvrage de pré-traitement des eaux résiduaires, sur une durée de 24h et d'un prélèvement ponctuel pour le bassin des eaux pluviales. Pour chacune des campagnes de mesures, la société WEPA a travaillé sur un process « pure pâte » en septembre et en novembre, puis en « pâte recyclée » en octobre. L'exploitant note que la semaine avant la réalisation de la campagne de novembre, le process était en « pâte recyclée ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : Les bulletins d'analyses présentés par l'exploitant montrent des limites de quantification respectées pour les substances PFAS (<100 ng/l) ainsi que pour les AOF (<2 µg/l).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a procédé à la transmission de résultats via l'application GIDAF. Les résultats obtenus à la suite de ces trois campagnes de mesures montrent une absence de PFAS et AOF pour le mois de septembre pour le rejet des eaux résiduaires. Pour les deux campagnes suivantes, les résultats montrent la présence d' AOF avec un flux maximal de 23,65 g/j (flux moyen de 14,05 g/j) et la présence de PFAS avec un flux maximal de 0,0712 g/j (flux moyen de 0,0451 g/j). Les PFAS identifiés sont l'acide perfluoropentanoïque (PFPeA), l'acide perfluorohexane sulfonique (PFHS) et l'acide perfluorooctane sulfonique (PFOS). Concernant les campagnes réalisées sur le bassin des eaux pluviales (EP), les résultats montrent, pour chaque campagne, la présence d'AOF avec une concentration moyenne de 13 µg/l. La campagne d'octobre montre la présence de PFAS (Acide Perfluoropentanoïque (PFPeA) et Acide Perfluorohexanoïque (PFHxA) à des concentrations de 26 ng/l et 21 ng/l. Toutefois, concernant les campagnes de mesures de septembre et octobre sur le bassin des EP, il est constaté que la température des échantillons à réception est supérieure à 8°C (17,2°C et 10°C), ce qui peut remettre en cause la fiabilité de la mesure et des résultats. L'exploitant précise que le curage des bassins des EP est programmé sur fin septembre 2024 suite à la présence de boues constatées en fond de bassin. De ce fait, l'exploitant propose de réaliser une nouvelle campagne sur ces 2 bassins après curage et renouvellement des eaux pour la recherche de PFAS/AOF. Concernant la présence d'AOF et PFAS dans le rejet aqueux du site, l'exploitant a d'ors et déjà engagé des investigations. Comme précisé au point de contrôle n°4, en septembre, où il y a absence de AOF et PFAS, la fabrication a été réalisée en « pure pâte » contrairement à octobre où la fabrication était en « pâte recyclée », issue du site de CHATEAU-THIERRY. La fabrication de papier recyclé nécessite l'utilisation de plus d'eau que le papier normal. De ce fait, si l'eau utilisée présente des PFAS/AOF, l'exploitant souligne que le risque de concentrer les substances éventuellement présentes dans l'eau n'est pas exclu.

Pour le mois de novembre, l'exploitant précise que la semaine précédant la campagne de mesures, le process était en « pâte recyclée ». De ce fait et selon l'exploitant, la « pâte recyclée », qui présente potentiellement des PFAS/AOF, a pu « contaminer » le matériel.

L'exploitant a également lancé des analyses PFAS/AOF sur les deux piézomètres (Pz) présents sur le site. Les premiers résultats du Pz 2 montrent la présence de PFAS : PFOS et PFPeA. Il s'agit des mêmes substances identifiées dans le rejet aqueux lors des campagnes d'octobre et de novembre.

L'eau issue des Pz n'étant pas directement l'eau utilisée dans le process, une mesure est à réaliser sur les forages qu'utilise l'exploitant.

Il est noté que l'exploitant est dans une démarche pour réaliser un bilan quadriennal de ses eaux de forage par rapport à son process. L'exploitant précise qu'il se rapprochera du bureau d'étude afin de demander s'il est encore possible d'intégrer dans cette démarche la recherche de PFAS/AOF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de déterminer les origines possibles de la présence de PFAS et AOF dans ses rejets, il convient de continuer à mener différentes actions, notamment :

- **Procéder au curage** des bassins de récupération des EP d'ici fin septembre 2024.
- **Procéder à une nouvelle mesure** PFAS AOF sur les **bassins EP** après leur curage
- **Vérifier la présence ou l'absence** de PFAS/AOF dans **l'eau entrant dans le process** de fabrication issue des forages, d'ici fin octobre 2024. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées.
- **Mettre en place une surveillance** à fréquence **trimestrielle** sur le **rejet aqueux** pour suivre les émissions de PFAS et AOF. Cette surveillance débute au cours du 4^{ème} trimestre 2024, selon les termes de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et pendant **au minimum deux ans**.
- Etudier les différentes étapes de son process où les eaux résiduelles sont collectées et envoyées en station d'épuration afin d'identifier les étapes qui justifieraient la réalisation d'un prélèvement pour une recherche de PFAS/AOF.
- **L'exploitant détermine et présente**, sous un délai de 5 mois, les **actions soutenables** sur un plan **technico-économique pour supprimer**, ou à défaut, **réduire la présence de PFAS** et AOF dans ses rejets aqueux.

Au regard de ces différentes actions à mener, il est proposé à Madame la préfète de les encadrer par un arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 5 mois